

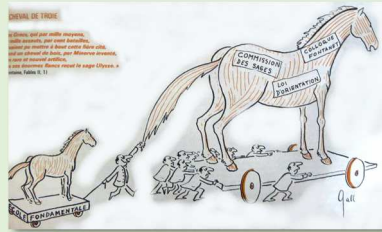
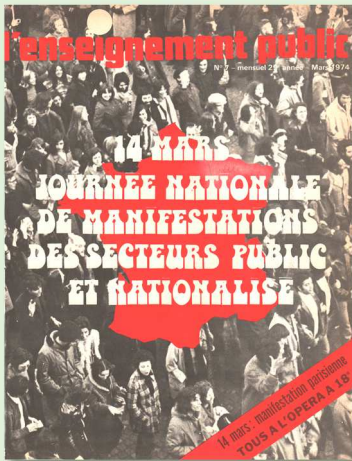
# 1 Congrès du SNES 1974 à Grenoble : le contexte



L'union de la gauche était scellée avec le programme commun de gouvernement signé en septembre 1972. Le Snes et U-A l'avaient souhaité et le soutenaient ; la majorité fédérale UID restait méfiante.

Au congrès de la FEN de fin novembre 1973, un manifeste pour l'unité de la FEN avait été adopté, menaçant le Snes et le Snep d'exclusion.

L'unité d'action syndicale et politique était cependant en marche et le 14 mars, la FEN avait appelé à une journée nationale d'action unitaire dans les secteurs public et nationalisé.



## Non à la réforme Fontanet

L'opposition au projet du ministre de l'Education nationale mobilisait le Snes. Ce projet mettait en cause l'objectif de démocratisation et le niveau de recrutement et de formation des maîtres. Le Syndicat national des instituteurs (SNI) y voyait au contraire une avancée vers son projet d'Ecole fondamentale publié en 1973. Le Snes y opposait un projet qui allait s'appeler Ecole progressive ; il avait élaboré avec ses alliés un projet de formation des maîtres et venait d'organiser des Etats généraux.



On ne savait pas encore que le président Pompidou allait mourir une semaine après la clôture du congrès. L'élection présidentielle allait-elle donner à la gauche la possibilité de prendre sa revanche après les législatives de 1973 ? L'unité politique et syndicale à gauche paraissait bien établie.



La santé du Snes paraissait très bonne :

La majorité U-A était bien enracinée. La syndicalisation progressait un peu plus vite que les créations de postes et l'on envisageait d'atteindre bientôt les 100 000 adhérents. Mais le recul fut net à la fin de la décennie.

Le Snes s'affirmait aussi sur la scène internationale avec le CICSE (Comité international de coopération syndicale des enseignants), dont Blanchard était le secrétaire.

